

Face à l'opposition de Donald Trump sur l'éolien, les Scandinaves font front commun

Face aux vents contraires venus du locataire du Bureau ovale, le suédois Equinor et le géant norvégien Orsted souhaitent une collaboration industrielle et stratégique.

Les périodes de turbulences sont généralement propices aux rapprochements et aux consolidations. Le secteur de l'éolien en mer ne fait pas exception. Le danois Orsted, fragilisé par l'hostilité de Donald Trump à l'égard de l'installation d'éoliennes en mer, a lancé une vaste levée de fonds, sous la forme d'émissions d'actions nouvelles, portant sur 60 milliards de couronnes danoises (un peu plus de 8 milliards d'euros). Le géant norvégien de l'énergie Equinor a répondu favorablement à l'appel. Il va participer à l'opération à hauteur de 6 milliards de couronnes danoises et vise à maintenir sa participation au capital du danois à hauteur de 10 %. L'opération doit encore être validée par l'assemblée générale des actionnaires d'Orsted, cette semaine.

« En réponse aux défis qui attendent l'éolien en mer, l'industrie va faire l'objet de consolidation et assister à l'émergence de nouveaux modèles économiques. Equinor estime qu'une collaboration industrielle et stratégique entre Orsted et Equinor peut créer de la valeur pour les actionnaires des deux entreprises », a fait savoir le groupe norvégien. Sur les marchés, quelques analystes s'interrogent sur la suite. Equinor, détenu à 67 % par l'État norvégien pourrait-il racheter Orsted, dont 50,1 % du capital est détenu par l'État danois ? Pour l'heure, aucune hypothèse n'est à exclure. » **LIRE AUSSI** - Donald Trump plonge l'éolien marin dans la tourmente

Donald Trump cible les actifs danois

Les difficultés d'Orsted sont directement liées aux décisions de Donald Trump. L'éolien en mer est une des bêtes noires du président américain. Vendredi dernier, 679 millions de dollars d'aides au développement d'infrastructures liées à l'éolien en mer ont été gelés. Surtout, la semaine précédente, le locataire du Bureau ovale avait franchi un palier supplémentaire dans son combat. Son ministre de l'Intérieur avait exigé l'arrêt des travaux menés sur le parc éolien offshore de Revolution Wind, détenu à 50 % par Orsted, au large de la Nouvelle-Angleterre. Ce parc est pourtant achevé à 80 %. Toutes les fondations sont construites, ainsi que 45 des 65 éoliennes du projet. Le groupe danois avait alors expliqué étudier toutes les options pour relancer le dialogue avec les autorités américaines. Le projet avait été approuvé par l'administration locale en novembre 2023, après plus de neuf ans d'études et de concertations. L'opposition de Donald Trump aux énergies renouvelables ne serait pas la seule raison de l'arrêt du projet Revolution Wind. Orsted se-

rait une victime collatérale des ambitions expansionnistes du président américain. Puisque le Danemark ne veut pas lui céder le Groenland, il s'en prend aux industriels du pays présents aux États-Unis. « Une telle décision ne pourrait pas être prise en Europe et encore moins en France, souligne Jules Nyssen, président du syndicat des énergies renouvelables. Les contreparties financières à supporter par l'État seraient bien trop élevées ». Il est d'ailleurs possible que le danois se décide à porter le contentieux devant les tribunaux. Mais le temps de la justice étant plus long que celui des affaires - même aux États-Unis - Orsted doit renforcer son bilan pour affronter la tempête.

De son côté Equinor, désormais le premier fournisseur de l'Europe en gaz naturel liquéfié, s'appuie sur ses ressources en hydrocarbures pour financer sa diversification dans les renouvelables. Mais comme Orsted, il a été victime du changement de gouvernement aux États-Unis. Au second semestre, le groupe a enregistré 966 millions de dollars de dépréciation d'actifs liés aux changements de réglementation sur l'éolien en mer outre-Atlantique. Cette mauvaise passe pour les acteurs de l'éolien risque de perdurer, alors que Donald Trump reste insensible aux arguments des promoteurs de ses projets. Ni les emplois perdus ni les risques de voir la facture d'électricité des Américains s'envoler faute d'une production suffisante ne le font changer d'avis. Du moins pas pour le moment.

par 88 Bembaron Elsa ebembaron@lefigaro.fr Elsa Bembaron

